

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

Libération des militants du FPLP ! Cessation des exactions de l'armée israélienne en Cisjordanie et à Gaza !

Le 14 mars, les observateurs américains et britanniques qui supervisaient la prison palestinienne de Jéricho, en Cisjordanie, ont soudain quitté les lieux. Peu après, l'armée israélienne lança une offensive contre ce lieu de détention. Après avoir tué au moins un gardien et un prisonnier et blessé dix-huit autres personnes, l'armée est repartie en emmenant cinq militants du Front populaire de libération de la Palestine, dont Ahmad Saadat, député et secrétaire général du FPLP.

Les membres de cette organisation palestinienne, une composante de l'OLP, étaient incarcérés par l'Autorité palestinienne, à la demande d'Israël et de ses soutiens impérialistes. Ils étaient suspectés d'avoir organisé l'attentat revendiqué qui a coûté la vie en 2001 au ministre du tourisme d'Israël, Rehavam Zeevi, célèbre pour traiter les Palestiniens de « cancer » et avoir proposé de les déporter tous en Jordanie. Ahmad Saadat nie toute responsabilité personnelle. Le FPLP avait revendiqué cette action en représailles à l'assassinat du précédent secrétaire général du FPLP, Abou Ali Moustapha, à la suite d'un attentat de l'armée israélienne deux mois plus tôt.

Israël porte ainsi un coup au FPLP, une organisation laïque qui avait rejeté à juste titre les accords d'Oslo et qui se prononce pour le droit au retour de tous les réfugiés, et, au-delà, à tous les Palestiniens. Ce raid mené par le gouvernement Olmert (Kadima), digne successeur de Sharon, a été approuvé par les autres partis : le Likoud et le Parti travailliste, qui se réclame des travailleurs mais qui a toujours préféré le chauvinisme juif et le colonialisme à la lutte des classes contre la bourgeoisie juive. Cela montre le caractère intrinsèquement militariste et belliciste de l'Etat d'Israël, voué par sa naissance terroriste, par sa nature d'Etat colonialiste et par sa fonction de relais de l'impérialisme au Proche-Orient, à poursuivre l'oppression du peuple qui est sa victime depuis sa genèse.

La détention par l'Autorité palestinienne de combattants palestiniens illustre la trahison du parti nationaliste bourgeois El Fatah, qui a renié ses propres objectifs et qui s'est fait le complice d'Israël et de l'impérialisme en échange de la gestion de gigantesques ghettos dépendants du capitalisme israélien encerclés par l'armée sioniste qui y intervient à sa guise.

L'Union européenne et les Etats-Unis ont classé le FPLP sur la liste des « organisations terroristes », ce qui donnait à l'avance le feu vert au rapt israélien. La complicité des puissances impérialistes est confirmée par la discrétion de l'administration américaine et des gouvernements européens à la suite de cette agression armée dans le territoire qui est censé être celui de l'Autorité palestinienne. Cela prouve, une fois de plus, que les travailleuses et les travailleurs palestiniens ne peuvent pas s'appuyer sur l'ONU, les Etats-Unis, la France ou les Etats bourgeois de la région (qu'ils soient laïques ou cléricaux) contre le colonialisme, l'exploitation et l'oppression de la bourgeoisie juive d'Israël.

Le Collectif Révolution Permanente condamne le raid et exige la libération de tous militants du FPLP et des autres formations palestiniennes. Il estime qu'il est du devoir de toutes les organisations ouvrières du monde de se prononcer de même.

Le Collectif affirme sa solidarité avec le FPLP en tant qu'organisation défendant des opprimés confrontés à la violence réactionnaire, sioniste d'un côté et islamiste de l'autre, même s'il ne partage pas son orientation politique ni ses méthodes d'action.

Le Collectif Révolution Permanente soutient que seule l'unité des travailleurs de toute la région autour des

Palestiniens opprimés dans Israël, dans les Territoires et dans les camps de réfugiés ouvrira la possibilité d'une Palestine tant pour les Juifs que les Arabes, laïque, démocratique et socialiste, qui ne sera viable qu'au sein de la fédération socialiste du Proche-Orient.

18 mars 2006

Bureau politique du
Collectif Révolution Permanente